

PRISE DE PAROLE APRES L'INTRODUCTION DE MR LE PREFET -27/09-
MARSEILLE

Monsieur le préfet,

Cette dernière réunion de Concertation dite « Fontaine » s'inscrit dans la continuité d'un processus unilatéral, dépourvu de tout dialogue sincère et destiné à faire passer en force ce projet de ligne aérienne THT à laquelle, vous le savez, nous nous sommes constamment opposés.

Sans volonté de votre part de saisir la Commission Nationale du Débat Public, malgré les demandes en ce sens des citoyens et des élus, nos inquiétudes et notre opposition au projet ont été fortement amplifiées par cette mascarade de concertation publique.

Faute d'écoute et de dialogue, vous avez réussi l'impensable : rassembler contre cette ligne aérienne une coalition unie et solidaire de syndicats agricoles, d'associations de protection de l'environnement, de collectivités et d'élus de tous bords politiques, de gestionnaires d'espaces naturels, de représentants de la Culture, d'associations et collectifs locaux, d'une centaine de personnalités et d'organisations et de 35 000 citoyens.

Conscient de la nécessité de lutter contre le réchauffement climatique, dans une démarche pacifique et constructive, le monde associatif et la société civile se sont structurés au sein du Collectif « Stop THT 13/30 » représentant plus de 30 associations.

Nous avons bâti avec des experts renommés et reconnus une solution alternative robuste, rendue publique le 19 juin à Arles qui répond parfaitement aux objectifs de la décarbonation de la zone industrialo portuaire de Fos sur Mer et à l'implantation des gigafactories de la filière hydrogène que sont GravitHy et H2V.

Mais lundi dernier vous avez jugé cette proposition non recevable au motif que cette ligne THT serait désormais indispensable pour sécuriser le réseau électrique régional et accompagner le développement urgent et grandissant des industries et autres data centers à Marseille .

Nous sommes nous, monde agricole, opérateurs de tourisme, gestionnaires d'espaces naturels, représentants du monde de la culture, de la société civile, une force économique de poids aussi respectable que les représentants de l'industrie qui se sont déclarés favorables à cette ligne sans en évaluer correctement les conséquences.

Nous ne sommes pas dupes ; nos avocats non plus.

Derrière ce projet, sous couvert de « décarbonation » , se dessine en réalité une volonté de réindustrialisation à marche forcée et opportuniste ,sans vision construite et partagée de l'aménagement de nos territoires au préjudice des paysages, des terres agricoles et de la biodiversité.

Cette ligne constitue une rupture totale avec le compromis historique issu de la Mission Racine de préserver le tiers naturel, Triangle d'Or de la Biodiversité, que constituent toujours aujourd'hui la Camargue, les Alpilles et la Crau.

Ce projet méprise le travail mené depuis 70 ans pour assurer un développement économique de nos territoires respectueux de l'environnement, basé sur la Protection de la Nature, l'agriculture, le tourisme et la culture.

Il y a seulement quelques jours, l'Autorité environnementale recommandait dans le cadre du projet de l'usine Carbon de définir une nouvelle méthode de concertation afin d'évaluer les effets cumulés de tous les projets en cours et futurs au niveau de la zip de Fos, sur la ressource eau, la biodiversité et les besoins énergétiques y compris ceux de la ligne THT aérienne.

Aussi Monsieur le préfet, faute d'une véritable écoute de votre part, nous allons saisir le Premier Ministre, en la personne de Michel Barnier, pour qu'un large Débat Public soit lancé pour réussir la transformation énergétique, la réindustrialisation de notre région à travers une réflexion globale et cohérente de l'aménagement du territoire et ce en totale transparence quant aux impacts sociaux et environnementaux.

La Commission Nationale du Débat Public, issue de la loi de Février 1995 relative à la protection de l'environnement jouera, nous l'espérons, son rôle d'autorité administrative indépendante dans ce processus démocratique, qui fera sortir gagnant notre Territoire sa compétitivité et son attractivité.

Nous ne cautionnons pas cette grave erreur de jugement qui laissera une trace indélébile aux générations futures et serait un dangereux précédent de remise en cause des règles environnementales et sociales protectrices de ces milieux exceptionnels connus dans le monde entier.

Nous vous laissons seul face à ce déni de réalité et à la responsabilité qui incombe à vos fonctions de protéger la population.

Cette fausse concertation ne fait pas honneur à la France, aux capacités d'innovation de notre pays, à la République, et encore moins à la Démocratie.

Sur ce, nous appelons tous les participants qui partagent ce constat à se lever et à quitter la salle.